

**PROCÈS VERBAL**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-JUÉRY**  
**SÉANCE DU 30 JUIN 2025 A 18 HEURES 30**

Le 30 juin 2025 le conseil municipal de la commune de Saint-Juéry légalement convoqué le 24 juin 2025, s'est réuni en salle du conseil municipal sous la présidence de David DONNEZ le Maire

Nombre de membres :

- En exercice : 29
- Présents : 15
- Votants : 21

Secrétaire de séance : Dalila GHODBANE

**Membres Présents :**

David DONNEZ, Didier BUONGIORNO, Martine LASSERRE, Sylvie FONTANILLES-CRESPO, Jean-Marc SOULAGES, Dalila GHODBANE, Bernard BENEZECH, Benoît JALBY, Patricia RAINESON, Laurence GAVALDA, Michel SALOMON, Vincent MARTY, Georges MASSON, Patrick SIRVEN, Patrick GARNIER

**Membres excusés qui ont donné pouvoir :**

Thierry CAYRE pouvoir à Martine LASSERRE, Corinne PAWLACZYK pouvoir à Sylvie FONTANILLES-CRESPO, Emilie DELPOUX pouvoir à Dalila GHODBANE, Béatrice FARIZON pouvoir à Didier BUONGIORNO, Marie-Christine VABRE pouvoir à Benoît JALBY, Murielle COUPLET pouvoir à Bernard BENEZECH.

**Membre(s) absent(s) :**

Patrick CENTELLES, Camille DEMAZURE, Béatrice ALAUX, Nathalie COUVREUR, Christophe TAUZIN, Patrick MARIE, Marjorie MILIN, Isabelle BETTINI

Le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h30.

**ORDRE DU JOUR**

**I- AFFAIRES GENERALES**

Fixation du nombre et répartition des sièges du Conseil communautaire dans le cadre d'un accord local

**II- URBANISME / FONCIER**

Signature avec ENEDIS de la convention de servitude de la parcelle AB 0143 pour un raccordement de la salle de réunion avec toilettes, Complexe de l'Albaret

---

**APPROBATION DE PROCES VERBAUX**

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales,

Vu les dispositions du règlement intérieur du conseil municipal et en particulier son article 22

Le procès-verbal de la séance du 2 juin 2025 est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.  
Aucune remarque n'est formulée.

**2025DEL34 - FIXATION DU NOMBRE ET REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU CCAS**

Rapporteur : Monsieur David DONNEZ, le maire

Au plus tard le 31 août de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, le nombre total de sièges que comptera le conseil communautaire pour la mandature à venir et leur répartition entre les communes doivent être définis en tenant compte de la population municipale en vigueur.

La composition du Conseil communautaire est arrêtée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La composition actuelle du Conseil communautaire est celle de droit commun à savoir cinquante sièges répartis comme suit :

<b>Commune</b>	<b>Nombre de sièges</b>
Albi	25
Saint-Juéry	5
Lescure d'Albigeois	3
Puygouzon	3
Marssac sur Tarn	2
Arthes	2
cambon	1
Le Sequestre	1
Cunac	1
Castelnau de Lévis	1
Fréjairrolles	1
Terssac	1
Dénat	1
Saliès	1
carlus	1
Rouffiac	1

Pour la prochaine mandature, la composition du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Albigeois pourrait être fixée :

**selon un accord local** permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de droits attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivante :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT. Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes.

Ces délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté

□ à défaut d'un tel accord constaté par le Préfet avant le 31 août 2025, la répartition sera fixée selon la procédure de droit commun. Le Préfet fixera donc à 50, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, répartis conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT. La composition serait identique à celle d'aujourd'hui.

Eu égard à leurs populations, trois communes sont sous-représentées au sein du Conseil communautaire : Albi, Cambon d'Albi et Le Séquestre. En effet, selon la règle de droit commun, pour Albi, le ratio est aujourd'hui d'un conseiller communautaire pour environ 3 300 habitants. Pour Cambon d'Albi et Le Séquestre, le ratio est d'un conseiller pour environ 2 000 habitants.

Eu égard à leurs populations, trois communes sont sous-représentées au sein du Conseil communautaire : Albi, Cambon d'Albi et Le Séquestre. En effet, selon la règle de droit commun, pour Albi, le ratio est aujourd'hui d'un conseiller communautaire pour 2 024 habitants. Pour Cambon d'Albi et Le Séquestre, le ratio est d'un conseiller pour environ 2 000 habitants.

Au regard des règles édictées pour qu'un accord local soit valide, il apparaît que l'exception n° 2 du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT pourrait être mise en œuvre. Cette exception n°2 concerne les communes qui, dans le cas du droit commun, se sont vu attribuer un seul siège lors de la répartition à la proportionnelle à la plus forte moyenne (ne sont pas concernées les communes qui se sont vu attribuer un siège d'office). C'est le cas de Cambon d'Albi et du Séquestre.

La mise en œuvre de cette exception permettrait de déroger à la règle qui stipule que la part de sièges attribuée à chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres.

Il est donc possible de conclure un accord local qui attribue :

- un siège supplémentaire à Cambon d'Albi et au Séquestre. La représentativité serait alors d'un conseiller pour environ 1 000 habitants.

- deux sièges supplémentaires pour Albi. La commune d'Albi étant limitée par la règle qui stipule qu'aucune commune ne peut détenir la majorité des sièges, seuls deux sièges supplémentaires peuvent en effet lui être attribués. La représentativité serait alors d'un conseiller pour 1874 habitants.

L'accord local porterait donc sur un effectif de cinquante-quatre conseillers communautaires répartis de la manière suivante :

Nom de la commune	Population municipale	Nombre de sièges
Albi	50605	27
Saint-Juéry	6575	5
Lescure d'Albigeois	4585	3
Puygouzon	3549	3
Marssac-sur-Tarn	3486	2
Arthès	2528	2
Cambon d'Albi	2128	2
Le Séquestre	2025	2
Cunac	1622	1
Castelnau-de-Lévis	1615	1
Fréjairolles	1313	1
Terssac	1200	1
Dénat	845	1
Saliès	816	1
Carlus	659	1
Rouffiac	632	1

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- **DECIDE** de fixer à cinquante-quatre le nombre de sièges du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Albigeois répartis comme suit :

Nom de la commune	Population municipale	Nombre de sièges
Albi	50605	27
Saint-Juéry	6575	5
Lescure d'Albigeois	4585	3
Puygouzon	3549	3
Marssac-sur-Tarn	3486	2
Arthès	2528	2
Cambon d'Albi	2128	2
Le Séquestre	2025	2
Cunac	1622	1
Castelnau-de-Lévis	1615	1
Fréjairrolles	1313	1
Terssac	1200	1
Dénat	845	1
Saliès	816	1
Carlus	659	1
Rouffiac	632	1
total		54

- **AUTORISE** monsieur le maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**2025DEL35 - SIGNATURE AVEC ENEDIS DE LA CONVENTION DE SERVITUDE DE LA PARCELLE AB 0143 POUR UN RACCORDEMENT DE LA SALLE DE REUNION AVEC TOILETTES, COMPLEXE DE L'ALBARET**

Rapporteur : Monsieur Jean-Marc SOULAGES, adjoint au maire

Vu le code général des collectivités territoriales,  
La création d'un nouveau bâtiment sur le complexe de l'Albaret « Salle de réunions + toilettes » situé sur la parcelle AB 0143, appartenant à la commune, nécessite un nouveau raccordement électrique.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de servitude ASD06 pour la parcelle AB 0143 avec Enedis, pour effectuer le raccordement du nouveau bâtiment sur complexe de l'Albaret.

M. le Maire clôture la séance du conseil municipal. La séance est levée à 18h45.  
*David DONNEZ souhaite un bel été à tous.*

N° d'ordre	N° délib	Objet
1	34	Versement d'une subvention au CCAS
2	35	Individualisation des subventions de fonctionnement aux associations

Le Maire



David DONNEZ



La secrétaire de séance



Dalila GHODBANE